

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGC FRANCE SAS

Rue de la Verrerie d'En Bas
BP 119
59580 Aniche

Références : 2025 - V3 - 065
Code AIOT : 0007002452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement AGC FRANCE SAS implanté Rue de la Verrerie d'En Bas 59580 Aniche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans une action locale ayant pour objectif d'inspecter les établissements exploitant des équipements sous pression.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGC FRANCE SAS
- Rue de la Verrerie d'En Bas 59580 Aniche
- Code AIOT : 0007002452

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement appartient au groupe ASAHI Glass Co, qui est le premier groupe verrier mondial. Il est présent sur trois continents (Asie, Europe, Amérique) et emploie 54 000 salariés.

AGC Automotive EUROPE est spécialisé dans les produits verriers pour l'industrie automobile et certaines industries. C'est le deuxième producteur de verre en Europe.

L'usine implantée à Aniche est spécialisée dans la production de pare-brises feuilletés pour l'automobile. Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013. Au regard de la nomenclature des installations classées, il est notamment soumis à autorisation au titre de la rubrique 2530-1 (Fabrication et travail du verre) et à enregistrement au titre de la rubrique 2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles).

Le schéma de fabrication comporte notamment les opérations suivantes : découpe de feuilles de verre, façonnage, sérigraphie, bombage (à chaud), assemblage d'une feuille de PVB (PolyVinyl Butyral) insérée entre 2 feuilles de verre, et autoclavage (sous pression, à chaud).

L'exploitant dispose de 2 lignes de production dénommées « unité feuilleté 1 et 2 ». Chaque ligne est composée d'installations de découpe, lavage, fours électriques, autoclave, chaudière, assemblage, colleuse d'embase, decoating laser, ébarbage automatique, ligne de palettisation, préparation d'email, ateliers de sérigraphie, atelier d'outillage.

L'unité d'AVO (Added Value Operation) est spécialisée dans la pose de composants (joints, détecteurs de pluie...) sur les vitrages automobiles provenant du site ou d'autres usines AGC en Europe.

En moyenne, la fabrication annuelle du site représente plus de 2 500 000 pièces.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Existence de la liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
2	Complétude de la liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
3	Périodicité d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
4	Périodicité de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
5	Personnel d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
6	Dossier d'exploitation – documents de fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Déclaration et contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune suite n'est donné à cette visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence de la liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.
Constats : Par transmission du 5 février 2025, l'exploitant a transmis une liste des équipements sous pression présents sur site et un document nommé "liste des climatiseurs" où sont répertoriés les groupes froids. La liste des ESP répertorie les équipements sous-pression en activités, les équipements sous pression présents mais inactif et les équipements sous-pression présents sur site mais qui appartiennent et sont suivis par une société extérieure. Les équipements sous-pression liés aux groupes froids sont répertoriés sur un second document.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un tableau de suivi des équipements sous pression exploités sur son site.</p> <p>La liste des équipements contient pour chaque équipement le numéro de série, une photographie de la plaque d'identification, la date d'installation, le volume et la pression de l'équipement, l'année de la dernière requalification et de la suivante, l'année de la dernière inspection périodique et de la suivante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Périodicité d'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements sous pression ne mentionne pas d'équipements en retard d'inspection périodique.</p> <p>Les équipements à l'arrêt ainsi que les équipements présents sur site mais appartenant à un prestataire sont bien identifiés dans cette liste.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Périodicité de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Constats :

La liste des équipements sous pression ne mentionne pas d'équipements en retard de requalification périodique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.

Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation

<p>sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des personnes habilitées à intervenir sur les équipements sous pression existe et le personnel dispose d'une habilitation en cours de validité .</p> <p>Il a transmis les attestations de formation pour chacun des salariés identifiés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre la liste des personnes habilités et leur habilitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dossier d'exploitation – documents de fabrication

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.
<p>Constats :</p> <p>Il a été procédé au contrôle de l'existence des documents de fabrication dans le dossier d'exploitation. La vérification a été effectuée par sondage sur l'autoclave 1 n°3143 de décembre 2009 et sur l'autoclave 2 n° 3464 de juillet 2022.</p> <p>L'exploitant dispose d'un dossier pour chaque autoclave comprenant notamment les notices d'instructions, les déclarations de mise en service, les caractéristiques de l'équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déclaration et contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service : 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ; 2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes : a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS.DN est supérieur à 3 500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100 ; b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar ; 3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes : a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar ; b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2 400 l ; c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6 000 bar ; 4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes. Le contrôle de mise en service prévu à l'article L. 557-28 du code de l'environnement a pour objet de constater que l'équipement, une fois installé, satisfait aux dispositions du titre II du présent arrêté et que ses conditions d'exploitation en permettent une utilisation sûre.
Constats : La vérification a été effectuée par sondage sur l'autoclave 1 n°3143. L'exploitant a présenté l'attestation de contrôle de mise en service datée du 30 décembre 2009 et réalisée par l'APAVE. La vérification a été effectuée par sondage sur l'autoclave 2 n°3464. L'exploitant a présenté l'attestation de contrôle de mise en service datée du 17 novembre 2022 et réalisée par l'APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite